



KPMG SA
3 Place Colbert
BP 132
36003 Châteauroux

Association UDAF de l'Indre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Association UDAF de l'Indre
7 bis avenue des Ingrains 36000 CHATEAUROUX

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
3 Place Colbert
BP 132
36003 Châteauroux

Association UDAF de l'Indre

7 bis avenue des Ingrains 36000 CHATEAUROUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de l'association UDAF de l'Indre,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF de l'Indre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Châteauroux, le 1^{er} juin 2022

KPMG SA

 Signature numérique
de Jérôme Decanter

Jérôme DECANTER

Associé

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENT	NET	
			31/12/2021	31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>	19 630	19 630	-	2 710
Licences, Progiciels et Logiciels				
Immob.Incorp.autres et en-cours	19 630	19 630	-	2 710
<u>Immobilisations corporelles</u>	1 511 413	237 360	1 274 053	321 886
Terrains	145 320		145 320	85 143
Agencem. Et Aménagem. Des Terrains				
Constructions	804 758	35 365	769 393	163 852
Install. Techn., Matériels et Outillages				
Installations, Agencem. Et Aménagem.				
Matériel de Transport				
Matériel de Bureau	15 542	11 080	4 462	3 698
Matériel Informatique	126 406	78 513	47 893	47 286
Mobilier et divers	151 563	112 402	39 161	21 907
Immobilisations corporelles en cours				
Av. et acptes / Immo corporelles	267 824		267 824	
<u>Immobilisations financières</u>	3 679	-	3 679	3 372
Participations et Créances rattachées				
Prêts				
Dépôts et Cautionnements				
Autres	3 679		3 679	3 372
<u>F.S.L. et autres Fonds</u>				
Prêts et autres créances				
TOTAL I	1 534 722	256 990	1 277 732	327 967
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks et en-cours</u>				
Stocks				
<u>Créances</u>	89 540	-	89 540	67 507
Usagers et Organismes financeurs	13 613		13 613	9 339
Etat - Subventions à recevoir				
Autres créances	75 926		75 926	58 168
<u>Comptes gérés des Tiers</u>				
Débiteurs, Particuliers et Organismes				
<u>Valeurs Mobilières de Placement</u>				
Valeurs Mobilières de Placement				
<u>Disponibilités</u>	2 412 186	-	2 412 186	2 539 684
Banques, CCP, Caisse	2 412 186		2 412 186	2 539 684
<u>Comptes financiers (Tiers)</u>	8 218 812	-	8 218 812	6 542 916
Valeurs Mobilières de Placement				
Comptes MJAGBF Tutelles	8 218 812		8 218 812	6 542 916
TOTAL II	10 720 537	-	10 720 537	9 150 106
Charges constatées d'avance	1 169		1 169	677
Charges à répartir sur plusieurs exercices			-	
TOTAL III	1 169	-	1 169	677
TOTAL ACTIF	12 256 429	256 990	11 999 438	9 478 750

UDAF Global
Institution et Services
BILAN PASSIF

au

31/12/2021

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES		
<u>Fonds propres sans droit de reprise</u>		
Fonds propres statutaire	82 480	82 480
Fonds propres complémentaires	286 132	286 132
<u>Fonds propres avec droit de reprise</u>		
Fonds propres statutaire		
Fonds propres complémentaires		
<u>Ecarts de réévaluation</u>		
<u>Réserves</u>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	862 720	859 511
Autres réserves		
<u>Report à nouveau</u>		
Report à nouveau	363 264	311 310
Report à nouveau sous contrôle de financeur	272 281	165 787
<u>Résultat de l'exercice</u>	144 006	161 656
Sous-total Situation nette	2 010 883	1 866 877
<u>Fonds propres consommables</u>	-	-
<u>Subventions d'investissement</u>		
<u>Provisions réglementées</u>	307 435	
TOTAL I	2 318 317	1 866 877
Fonds dédiés liés aux legs ou donations	82 631	103 478
Fonds dédiés sur autres opérations		
TOTAL II	82 631	103 478
Provisions pour Risques	62 800	61 770
Provision pour charges	276 013	276 793
TOTAL III	338 813	338 562
DETTES		
<u>Comptes de Gestion</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	354 000	52 775
Dettes Financières diverses (2)	32 175	25 227
Avances et Subventions à reverser		
Avances et acomptes reçus		
Redevables créditeurs		5 814
Fournisseurs et comptes rattachés	86 439	50 621
<u>Dettes Fiscales et Sociales</u>		
Personnel et comptes rattachés	203 437	203 523
Sécurité Sociale et Organismes sociaux	203 213	154 698
Etat et Collectivités Publiques	90 787	73 649
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés		
Dettes autres	21 930	21 714
<u>Comptes gérés des tiers</u>		
Particuliers, comptes gérés (tutelles)	8 218 812	6 542 916
FSL et autres Fonds, particuliers		
Organismes et dettes autres	-	-
TOTAL IV	9 210 794	7 130 937
Produits constatés d'avance	48 882	38 896
TOTAL V	48 882	38 896
TOTAL PASSIF	11 999 438	9 478 750

EXERCICE
31/12/2021

LIBELLES	2021	2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<u>Cotisations</u>		
Cotisations et adhésions		
<u>Ventes de biens et de services</u>		
Produits et Prestations de Services autres	262 124	223 538
Produits des activités annexes	780 631	678 188
<u>Produits de tiers financeurs</u>		
Produits des Tutelles	2 008 238	1 930 522
Fonds Spécial	218 410	218 606
Subventions de Fonctionnement autres	824 260	531 014
<u>Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges</u>		
Reprises sur Amortiss. Et Provs., Transferts de Charges	72 019	46 748
<u>Utilisation des fonds dédiés</u>	20 847	
<u>Autres produits</u>		
Produits de Gestion courantes autres	2 870	4 553
Total des Produits d'Exploitation (I)	4 189 399	3 633 170
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats stockés, Approvisionnements autres		
Achats non stockés de matières et fournitures	123 560	85 615
Achats et Charges Externes autres	731 655	568 565
Impôts, Taxes et versements assimilés	253 923	215 060
<i>Sur Rémunérations</i>	231 711	204 783
<i>Autres</i>	22 212	10 277
Salaires et Traitements	2 103 529	1 852 447
Charges Sociales	711 470	599 440
Dotations aux Amortissements sur Immobilisations	62 085	58 732
Dotations aux Provisions pour Risques et Charges	20 187	52 660
Report en fonds dédiés		7 085
Subventions versées aux Associations	-	-
Charges de Gestion courante autres	31 565	32 888
Total des Charges d'Exploitation (II)	4 037 973	3 472 491
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	151 426	160 679
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des Valeurs Mobilières et Créances autres		
Intérêts et Produits assimilés autres	-	-
Reprises sur Provisions et Transferts de Charges	-	-
Produits nets s/Cessions Valeurs Mobilières Placement	507	566
Total des Produits Financiers (III)	507	566
CHARGES FINANCIERES		
Dotations Financières aux Amortissements et Provisions	-	-
Intérêts et Charges assimilés	2 677	2 029
Charges nettes s/Cessions Valeurs Mobilières Placement	-	-
Total des Charges Financières (IV)	2 677	2 029
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 2 169	- 1 463
3 - RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	149 257	159 216
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur Opérations de Gestion et Divers	1 467	13 084
Produits Exceptionnels sur Opérations en Capital	550 000	1 206
Reprises Except. Sur Provisions,Transferts de Charges		
Total des Produits Exceptionnels (V)	551 467	14 289
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges Exceptionnelles/Opérations de Gestion et I.S.	6 706	11 828
Charges Except./Opérations en Capital	242 565	
Dotations Except. Aux Amortissements et provisions	307 435	
Total des Charges Exceptionnelles et I.S. (VI)	556 706	11 828
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 5 239	2 462
Impôts sur les sociétés	12	22
5 - RESULTAT INTERMEDIAIRE (3+4)	144 018	161 678
+ Report ressources non utilisées des exerc.antérieurs	-	
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+Ressources)	4 741 374	3 648 026
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+Engagements)	4 597 368	3 486 370
6 - RESULTAT : EXCEDENT OU INSUFFISANCE	144 006	161 656
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	23 303	10 652
TOTAL	23 303	
CHARGES DES CONTIBUTIONS VALONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	23 303	10 652
TOTAL	23 303	10 652

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Objet social, nature et périmètre des activités ou missions

Association type loi 1901

Représenter les familles

Gérer des services d'intérêt familial

Donner avis aux pouvoirs publics et leur proposer des mesures qui paraissent conforme aux intérêts matériels et moraux des familles.

Ester en justice.

ÉVÉNEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

L'association a cédé ses anciens locaux situés au 40 Bis Avenue Pierre de Coubertin à Châteauroux, dégageant ainsi une plus-value de cession 307 K€ ayant fait l'objet d'une provision réglementée afin de neutraliser la plus-value.

Déménagement des locaux du 40 bis au 7 bis rue des Ingrains à Châteauroux, poursuite des travaux d'aménagement.

Poursuite du 2ème contrat pluriannuel d'objectif et de moyens (CPOM) avec prorogation au 31/12/2021.
Développement du service Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF)

Continuité des services Intermédiation Locative et Sociale (ILS), Accompagnement Social lié au Logement (ASLL), des résidences d'accueil Cap Logement, les Résolières et de la Maison Relais les Bernardines à Issoudun. Développement de la Maison Relais Max Hymans à Valençay et d'un troisième Point Conseil Budget et Action Logement	}	Accompagnement dans le domaine du logement
Création du GEM TND (groupe d'entraide mutuelle des troubles du neurodéveloppement). Création et développement du service Accompagnement Vers et Dans le Logement (FNAVDL), du Soliguide, mise en réseau des familles monoparentales et du Correspondant Social en Gendarmerie. Pandémie COVID-19 : Poursuite du télétravail si nécessaire. Deux salariées ont été impactées au 1 ^{er} trimestre par le chômage partiel afin de réduire l'incidence de l'absence d'activité. Concernant les autres entités, pas ou peu d'impacts financiers sont connus à ce jour.		

ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Au titre des événements postérieurs à l'exercice 2022 : Aménagement des bureaux d'accueil dès la fin des travaux.

La Maison des apprentissages réintégrera les locaux du siège avec un fonctionnement adapté à son activité.

Obtention du marché public d'accompagnement des bénéficiaires du RSA issus de la communauté des gens du voyage.

Validation du CPOM 2022-2026

RÈGLES ET MÉTHODES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exercice,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes en respectant l'autorité des normes comptables (ANC) 2018-06 (Les fonds dédiés apparaissent en charges et produits d'exploitation et la mise à disposition gratuite de biens et services « bénévolat » sont désormais valorisés au compte de résultat).

Il est également fait application du plan comptable M22 applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles, fixé par l'arrêté du 23 décembre 2019.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Les durées d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- logiciels.....1 à 3 ans
- Matériels et mobilier de bureau.....5 à 10 ans
- Installations générales et aménagements divers.....20 ans
- Immeuble (Démolition, Désamiantage et honoraires)40 ans
- Façade, Cloisons, Carrelage20 ans
- Électricité, plomberie et Menuiserie.....25 ans

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS

Les provisions pour risques restant au 31 décembre 2021 sont de 62.800€ dont la provision pour la tenue de l'Assemblée Générale pour 4.000€, une provision de 1.030€ pour travaux de remise en état dans les appartements des résidences d'accueil et maison relais (soit un cumul pour Pierre Loti 22.000€, Les Résolières 16.500€, Les Bernardines 19.800€ et Max Hymans 500€).

La provision retraite est calculée selon la convention collective de 66, l'âge de la retraite est de 65 ans, le taux d'évolution des salaires est de 2%, le taux de charges sociales et fiscales est de 50%, le taux de turn over est faible.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à 276.013 €. Ce montant est intégralement comptabilisé en provision pour risques et charges.

FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés (82.631 €) enregistrés à la clôture de l'exercice correspondent pour 9.829€ à la résidence d'accueil et pour 72.802 € au projet d'agrandissement des locaux.

RÉMUNÉRATION DES CADRES DIRIGEANTS SALARIÉS ET/OU BÉNÉVOLES LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

La rémunération brute des 3 cadres dirigeants salariés et/ou bénévoles, les mieux rémunérés, s'élève à 184.849€ pour 2021.

FONDS GÉRÉS PAR L'UDAF POUR LE COMPTE DES MAJEURS (inscrits à l'Actif et au Passif)

Délégués aux prestations familiales :	52.309€
Mesures judiciaires à la protection des majeurs :	8.166.502€

FONDS ASSOCIATIFS

Ils sont constitués :

- Fonds associatifs sans droit de reprise :	274.847 €
- Fonds GEM-CAP36-ISTF :	93.764 €
- Réserves d'excédents affectés à l'investissement :	334.442 €
- Réserves d'excédents affectés en compensation des charges d'amortissements :	56.318 €
- Réserves de compensation :	471.960 €
- Résultats affectés au financement de mesures d'exploitation non reconductibles : (dont 31.532,13 € dédiés au CPOM).	60.262 €
- Réductions charges exploitation :	20.001 €
- Report à nouveau (gestion non contrôlée) :	363.264 €
- Résultats Financeurs en attente affectation :	192.019 €
- Résultats de l'exercice 2021 :	144.006 €

Total des fonds associatifs :

2.010.883 €**AUTRES INFORMATIONS**

Nombre de salariés au 31/12/2021 : 81 salariés pour 77.25 équivalents temps plein.

RESULTATS PAR ETABLISSEMENT

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre		181 073,59 €
Actions Familiale 22 700,74€		
Intermédiaire°Locat.Sociale 14 392,78€		
Acc.Social Lié Logement 10 034,32€		
Enquête Médiation 11 891,38€		
Résidence Cap Logement 3 783,37€		
Résidence Les Résolières 4 228,67€		
M. Relais Les Bernardines 4 911,49€		
M. Relais M. Hymans -1 217,46€		
Valorisation Image de Soi -3 759,85€		
GEM CAP 36+TND : 72 755,89€		
ISTF : -5 502,22€		
Pt Conseil Budget Act°Log. 23 250,36€		
Soliguide 23 731,73€		
Corresp. Social Gendarmerie -127,61€		
Gestion sous contrôle de tiers financeur		
Activité DPF		- 1 514,98 €
Activité MJPM		-35 552,26 €
Résultat de l'exercice 2020		144 006,35€

Tableau des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	Dispositifs	A l'ouverture de l'exercice	Reports (CNR sur l'exercice)	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds spécial Part 2 2019	AF	20 847		20 847			-	
Fonds sur financement 2013	MR	9 829					9 829	
Remboursement URSSAF réduction travailleurs à domiciles	PJM/DPF	72 802					72 802	
TOTAL		103 478	-	20 847	-	-	82 631	-

Tableau des fonds propres

	Montant global à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	368 612				368 612
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	859 511	7 472		4 264	862 719
Report à nouveau	477 097	198 794	10 000	50 345	635 546
Excédent ou déficit de l'exercice	161 656	- 161 656			144 006
Situation nette	1 866 876	44 610	10 000	54 609	2 010 884
Fonds propres consommables					
Subvention d'investissement					-
Provision réglementées					
Total	1 866 877	44 610	10 000	54 609	2 010 884

TABLEAU CONSOLIDÉ DES IMMOBILISATIONS 2021
cadre 532-1 du règlement CRC 03-1999 modifié

I. Cadre général

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D
RUBRIQUES	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	19 629,67			19 629,67
Immobilisations corporelles	934 857,28	1 109 346,17	532 790,31	1 511 413,14
Immobilisations financières	3 371,61	307,74	0,00	3 679,35
TOTAL	957 858,56	1 109 653,91	532 790,31	1 534 722,16

II. Aménagements du cadre général

Développement de la colonne B
(augmentations)

Ventilation des augmentations					
Virements		Entrées			
De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations	
Immobilisations incorporelles		0,00			
Immobilisations corporelles		1 109 346,17	0,00		
Immobilisations financières		307,74			
TOTAL	0,00	1 109 653,91	0,00		0

Développement de la colonne C
(diminutions)

Ventilation des diminutions					
Virements		Entrées			
De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service	
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles		532 790,31			
Immobilisations financières					
TOTAL	0,00	532 790,31	0,00		0

modèle fixé par le règlement CRC 03-1999 modifié
ont été supprimées les postes qui ne concernent pas les UDAP (emprunts obligataires...)

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 CONSOLIDE

532-4 du CRC 1999-03 modifié

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances	Echéances			Echéances	Echéances	Echéances
		à moins 1 an	à plus 1 an					
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts (2) et dettes auprès des établissements				
Créances rattachées à des participations				de crédit dont :				
Prêts (1)				- à 2 ans au maximum à l'origine				
Autres	3 679,35		3 679,35	- à plus de 2 ans à l'origine	348 119,62	17 252,63	51 887,57	278 979,42
Créances de l'actif circulant :				Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	32 174,85	32 174,85		
Créances Clients et Comptes rattachés	13 613,31	13 613,31		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 438,95	86 438,95		
Autres	75 926,33	75 926,33		Dettes fiscales et sociales	497 438,16	497 438,16		
Charges constatées d'avance	1 169,22	1 169,22		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	8 240 742,43	8 240 742,43		
				Produits constatés d'avance	48 881,59	48 881,59		
TOTAL	94 388,21	90 708,86	3 679,35	TOTAL	9 253 795,60	8 922 928,61	51 887,57	278 979,42
(1) Prêts accordés en cours d'exercice.....				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice.....	365 000,00			
Prêts récupérés en cours d'exercice.....				Emprunts remboursés en cours d'exercice.....	75 107,52			

4.3.2 Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année n	Montant des intérêts de l'année n
					Capital	Intérêt		
Caisse d'Épargne	01/05/2021	20,0	0,98	365 000,00	0,00	0,00	11 238,39	2 273,62
CRCA Remboursement anticipé							52 630,74	403,05
TOTAL				365 000,00	0,00	0,00	63 869,13	2 676,67

PASSAGE DES RESULTATS COMPTABLES AUX RESULTATS ADMINISTRATIFS ET PROPOSITIONS D'AFFECTATION

Tableau d'affectation du résultat

Exercice Clos le 31/12/2021

Section MJPM		
Résultat comptable N	Déficit : -35 552.26€	Excédent :
Report à nouveau affecté à N	Déficit :	Affectation 212 : 970,32 €
Résultat exercices antérieurs incorporés		Compensat°CPOM 11 129,16 €
		Compensation Amort.: 1 039,76 €
		Poste Juriste (Résultat2017) 47 768,85€
	Total 1	Total 2 60 908,19 €
Résultat corrigé à affecter : (Total 2 - Total 1)	Déficit :	Excédent : 25 355,83 €

Proposition d'affectation du résultat corrigé MJPM

Résultat corrigé à affecter (Tableau ci-dessous)	Déficit :	Excédent :
Affectations proposées	Réserve de Compensation Report Exercices ultérieurs	Réserves trésorerie Réserve de Compensation 25 355,83 € Report Exercice

Section DPF		
Résultat comptable N	Déficit : -1 514,98€	Excédent :
Report à nouveau affecté à N		
Résultat exercices antérieurs incorporés		
	Total 1 -1 514,98€	Total 2
Résultat corrigé à affecter : (Total 2 - Total 1)	Déficit : -1 514,98€	Excédent :

Proposition d'affectation du résultat corrigé DPF

Résultat corrigé à affecter (Tableau ci-dessous)	Déficit : -1 514,98€	Excédent :
Affectations proposées	Réserve de Compensation -1 514,98€ Report Exercices ultérieurs	Réserves trésorerie Réserve de Compensation Report Exercice

Gestion propre Actions Familiales		
Résultat comptable N	Déficit : -10 607,14 €	Excédent 191 680,73 €
Report à nouveau affecté à N	Déficit :	Excédent :
Résultat exercices antérieurs incorporés	CPOM ISTF 4 444,00 €	Report exerc .ant. ILS 20 000,00 €
	Total 1 -6 163,14€	Total 2 211 680,73 €
Résultat corrigé à affecter : (Total 2 - Total 1)	Déficit :	Excédent : 205 517,59 €

Proposition d'affectation du résultat corrigé Actions Familiales

Résultat corrigé à affecter (Tableau ci-dessous)	Déficit :	Excédent : 205 517,59 €
Affectations proposées	RAN	RAN :AF+ EM+PCB +Résid.Acc+GEM+ILS+SOL +VDIS+CSG+ISTF+MRV 125 165,61 € RAN : GEM TND 70 317,66 € Réserve affectée aux mesures d'exploitation / €
	Réserve de Compensation	Réserve de Compensation des déficits ASLL 10 034,32 €